

Le défi de vivre ensemble **GRENOBLE-JEAN MACÉ** **FIN D'UN QUARTIER OUVRIER ?**

*par Sophie Ebermeyer **

Le quartier Jean Macé à Grenoble constitue l'un des derniers quartiers de Grenoble que l'on peut encore appeler « cité ouvrière ». Construit dans les années 1930, il a logé de nombreux ouvriers, notamment de l'une des usines jouxtant le quartier – Merlin Gerin, fleuron de l'industrie grenobloise appartenant aujourd'hui au groupe Schneider Electric – et certains y demeurent encore. Sa situation géographique est tout à fait singulière ; le quartier s'adosse à des limites infranchissables par deux de ses côtés : l'Isère et la voie de chemin de fer, formant un quartier en « cul-de-sac ». Néanmoins, il est très proche du centre de Grenoble et de la gare, tout en étant à portée de main de la voie rapide qui contourne la ville. Autant dire qu'une telle situation est enviable, ... d'autant plus qu'enjambant la voie ferrée on se retrouve au cœur du polygone scientifique de Grenoble, en plein développement. Le quartier reste toutefois discret (180 logements) voire méconnu des Grenoblois, tant il fait figure de vestige dans un tel environnement..., jusqu'au jour où il fut projeté au devant de l'actualité.

En effet, le quartier menace de s'écrouler, non par l'éclatement de la culture ouvrière conjuguée à la réhabilitation du bâti, comme en beaucoup de quartiers de la sorte, mais à proprement parler du fait de l'effritement du célèbre « béton » qui l'a construit (le mortier au machefer). Envisageant une démolition partielle du quartier, la Mairie de Grenoble et l'OPALE (Office HLM de la Ville, aujourd'hui dénommé « Actis ») ont entrepris de rechercher des solutions – démolitions par tranches, relogement ailleurs, reconstruction sur place ? – dans un contexte ô combien délicat de dialogue avec la population..., ou plutôt avec ses représentants qui se sont tôt fait entendre, intimant à la Ville de leur faire connaître leur avenir. La Mairie et l'OPALE ont ainsi souhaité conduire une enquête auprès des habitants (1).

Une enquête comme amorce de concertation ?

À première vue, l'enquête avait pour objectif de mieux connaître la situation des habitants dans leur logement et dans le quartier ; il est apparu que cette méthode répondait surtout à la volonté de la Mairie et de l'OPALE d'écouter tous les habitants afin de sortir de l'affrontement qui les opposait à leurs représentants les plus véhéments. La visée était donc de construire un dialogue plutôt que d'envisager concrètement le relogement des habitants. L'équipe d'étude s'est emparée de cette mission, consciente que l'écoute introduite par l'enquête pouvait constituer le

** Chargée d'études à Economie & Humanisme, responsable de l'animation de l'axe « Le défi de vivre ensemble »*

(1) Pour laquelle ils ont sollicité Economie & Humanisme. Cette enquête sociale a été réalisée en 2002-2003 par Sophie Ebermeyer, Mélanie Sevin,



premier levier d'une démarche de concertation. Un véritable dialogue s'est instauré entre les enquêteurs et les habitants, qui a de toute évidence joué un rôle déterminant dans la façon dont ces derniers ont perçu le discours municipal qui a suivi l'enquête ; lorsque Economie & Humanisme a présenté les résultats aux habitants en réunion publique du 11 décembre 2002, ils ont réagi tout aussi favorablement à l'enquête qu'au moment de la passation des questionnaires. Ce jour-là, les réponses de la mairie – relogement sur place des habitants qui le souhaitent – se sont inscrites dans la continuité d'un contact fructueux avec la population ; mais seul l'avenir dira si la démarche a permis le réel engagement d'une mairie soucieuse de tenir ses promesses.

Au delà de l'importance de la méthode, cette situation évoque les multiples questions que pose un tel quartier à une collectivité locale et l'éclairage que les sciences sociales appliquées peuvent apporter.

De l'homogénéité sociale à la cohésion

De l'avis de plusieurs élus ou techniciens rencontrés, le quartier Jean Macé pose problème : de caractère populaire, il n'en est pas moins marqué par le vote d'extrême droite, et des stratégies de repli semblent s'y déployer (2). De fait, la structure sociologique du quartier est très différente de celle de la plupart des quartiers populaires d'aujourd'hui, issus de la grande période de construction de l'habitat social en France (1960-1980). C'est aussi cette structure sociale singulière qui façonne le lien social du quartier, comme un ciment. Face à de tels contextes socio-territoriaux confinant au repli, les attitudes parfois opportunistes des politiques semblent osciller entre le dédain et l'attention.

L'originalité du quartier se dégage donc au regard d'autres quartiers d'habitat social : alors que c'est l'hétérogénéité qui domine dans ces derniers (contrairement aux idées reçues, ils mêlent en effet de nombreuses catégories sociales, toutes les classes d'âges, et des nationalités variées), Jean Macé apparaît comme un modèle d'homogénéité. Pour le comprendre, il faut partir d'une observation des trajectoires résidentielles à l'échelle de la famille et non seulement du ménage : elles tendent à se déployer dans un espace restreint (3). Tout d'abord, près de 40 % de la population habite dans le quartier depuis plus de 25 ans et un quart a occupé un autre logement dans le quartier. La moitié des habitants vient de Grenoble, notamment des secteurs proches (centre-ville), au fil d'une trajectoire marquée par le logement HLM (manifestement terme de leur itinéraire résidentiel pour une bonne partie de la population compte tenu de son âge). Il est aussi remarquable que l'on vient à Jean Macé sur la base d'un choix, contrairement à de nombreux quartiers d'habitat social. Même si ce choix est en partie économique (loyers attractifs),

(2) Mais il faut se demander aussi dans quelle mesure elles n'ont pas été encouragées par un bailleur qui a parfois intérêt à favoriser la cooptation et l'entre-soi.

(3) Un peu à la manière des trajectoires résidentielles de la haute bourgeoisie parisienne, qui témoignent d'une très grande maîtrise de l'espace (cf. **M. Pinçon-Charlot et M. Pinçon**, *Dans les beaux quartiers*, Le Seuil, 1989). Mais la comparaison s'arrête là.



beaucoup de personnes sont venues habiter Jean Macé pour des raisons familiales – 1/4 des habitants ont de la famille dans le quartier –, ou encore pour le quartier lui-même et sa tranquillité. Un mouvement de retour vers le quartier s'est même opéré puisque les personnes qui y vivent depuis plus de quarante-cinq ans et celles qui sont arrivées il y a cinq à dix ans y ont généralement de la famille.

L'homogénéité du quartier en matière de revenus, de professions, de taille des ménages et d'âge est non moins remarquable. L'une des spécificités tient à la forte proportion de personnes seules (près de 50 % de la population). On décompte moins d'un tiers de familles avec enfants, et moins de 10 % des ménages comprennent plus de quatre personnes. Une autre spécificité est l'âge moyen élevé : 44 % des chefs de ménage ont plus de 60 ans. Quant aux professions, elles se composent essentiellement d'ouvriers et d'employés, sachant que les retraités sont souvent d'anciens employés ou ouvriers, mais les chômeurs sont faiblement représentés, comme les Rmistes. De ce fait, les revenus excluent les extrêmes et sont compris dans une tranche étroite.

On ne sera donc pas surpris de constater la cohésion sociale du quartier qui se traduit par une forte sociabilité et un taux de satisfaction très élevé. Parlant du quartier, les habitants disent qu'il est calme et sécurisant et évoquent ensuite les liens de solidarité, ou bien font référence à leur attachement au lieu, porteur d'une histoire personnelle et familiale. Il en ressort que le quartier vit fort bien, comme en témoigne ce phénomène suffisamment rare aujourd'hui pour être souligné : une solidarité et des liens se tissent, non seulement à l'intérieur des générations (par les amitiés nouées) mais également entre elles : « Les jeunes connaissent les adultes et les adultes connaissent les jeunes », « On sait qu'ils vont démolir, (...) quand on voit les gens âgés, ça fait mal au cœur. » Les paroles des habitants disent mieux que les chiffres les facteurs de cet attachement :

« C'est un village, on se connaît tous, chaque fois que j'ai eu des problèmes ils étaient là. »

« J'ai beaucoup d'amis, si mes volets sont fermés on vient voir ce qui se passe. »

« Il y a beaucoup d'entraide (...) c'est un petit village, on n'a pas peur, (...) on est rassuré. »

« On est bien dans ce quartier, c'est la mort dans l'âme qu'on va le quitter. Il rappelle mon enfance. »

« Je suis né ici, j'ai mes racines. Je connais tout le monde, on voit naître les enfants. »

« C'est calme, on peut compter les uns sur les autres. C'est un quartier tranquille, on est en retrait mais proche du centre ville. »

« Le quartier est tranquille. C'est apaisant la tranquillité... c'est un quartier à part... »

« Je ne veux pas quitter mon coin, c'est impossible de trouver un appartement au même prix, si bien... »



Les habitants sont ainsi très attachés à la préservation des avantages du quartier, d'où sans doute une certaine méfiance à l'égard des nouveaux arrivants. Par ailleurs leur « ciment » ou solidarité leur a permis de parler d'une seule voix face à la mairie et à l'OPALE (4).

Cohésion sociale ou repli ?

Quant à l'attitude de la mairie et de l'OPALE face à ce « front », elle semble avoir été empreinte d'une certaine indifférence plus ou moins consciente, conduisant au fait que les habitants ont été mal informés au début du processus. Il en est résulté tout d'abord un ressentiment : près de 40 % des habitants ont l'impression que le côté humain et les spécificités du quartier (solidarité, calme) ne sont pas pris en compte ; plus de 25 % d'entre eux ont l'impression d'être mal informés (17 % des personnes ont l'impression qu'on ne leur dit pas tout). L'enquête a bien constitué un renversement d'attitude, témoignant tout d'abord d'une écoute, puis d'une attention de la Ville qui s'est traduite en promesses... Il reste que cette ambiguïté du comportement, tenant sans doute à la complexité de la situation, est aussi probablement liée à la particularité du quartier Jean Macé, en tant que quartier ouvrier échappant quelque peu au contrôle du pouvoir.

En effet, Jean Macé est aussi un quartier « refuge », où l'on peut éprouver le sentiment du repli (« Quand quelque chose ne va pas, c'est toujours l'extérieur qui est responsable »), où la crainte de la personne extérieure, largement qualifiée d'« étranger » par les habitants, renforce la peur de partir. Cette phrase résume sans doute bien la disposition des habitants à l'égard du déménagement éventuel : « Il est hors de question d'aller dans une cité. » Apparaissent ainsi des limites en matière de capacité d'intégration du quartier : les nouveaux arrivants parviennent-ils réellement à se faire accepter (« Il y a un cercle fermé, les anciens ne parlent pas aux nouveaux, ils n'acceptent personne ») ?

On comprend alors que cet aspect du quartier soit aussi ce qui motive une attitude ambiguë du pouvoir municipal, désirant à la fois mieux intégrer le quartier à la ville, l'ouvrir, le faire évoluer..., en changeant sa composition sociale. Mais n'est-ce pas en même temps jouer en faveur d'une destructuration de la culture ouvrière que l'on enterre peut-être trop vite ?

Sophie Ebermeyer

(4) Cependant, les stratégies des habitants laissent entrevoir quelques fissures à l'édifice. Certains semblent avoir anticipé la démolition éventuelle du quartier en déposant des demandes de mutation. Ils manifestent par ailleurs quelques mécontentements à l'égard de la qualité des logements. Néanmoins, la plupart des habitants ne souhaitent pas déménager.